

Baromètre industriel québécois

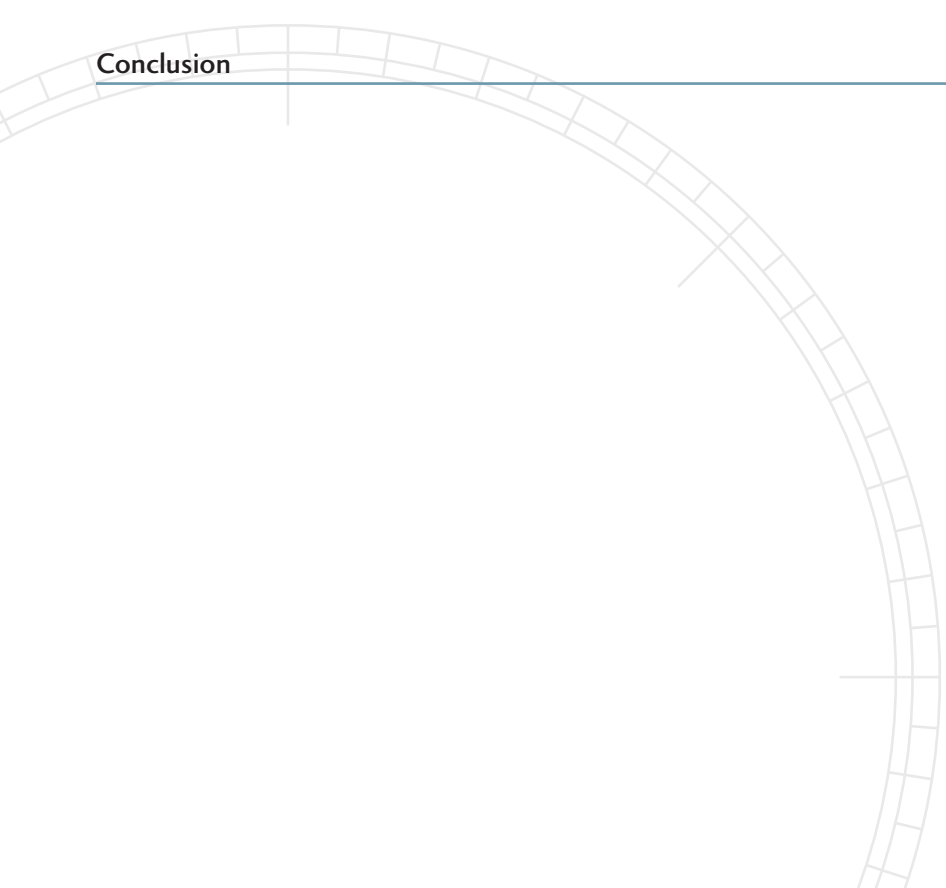
Un portrait inédit du secteur manufacturier du Québec

5^e ÉDITION



Table des matières

STIQ en bref	3
Contexte de l'étude et méthodologie	3
Les 4 grandes chaînes d'approvisionnement québécoises	4
La situation du secteur manufacturier québécois en 2013	8
L'année 2013 s'est caractérisée par une stabilité relative	8
Les principaux secteurs manufacturiers : en bref	11
Malgré une conjoncture plus clémente pour 2014, les défis demeurent nombreux	12
Le marché mondial devient plus compétitif	16
Des solutions à la portée des PME	17
Conclusion	18



STIQ en bref

STIQ est une association d'entreprises manufacturières québécoises qui a pour mission d'améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement en aidant les fournisseurs à se développer, à diversifier leur clientèle et à identifier des occasions d'affaires auprès des donneurs d'ordres.

L'association compte plus de 700 membres et clients œuvrant dans les secteurs clés de l'économie québécoise, soit l'aéronautique, le transport, l'énergie électrique et les ressources minérales. Elle dispose également d'un répertoire de fournisseurs, mis à jour annuellement, qui détaille la capacité industrielle de plus de 4 500 entreprises actives dans ces secteurs et possédant des chaînes d'approvisionnement structurées.

STIQ offre des services professionnels et techniques de recherche, d'évaluation et de développement d'entreprises, en plus d'organiser de nombreux événements de maillage et des formations.

Contexte de l'étude et méthodologie

Grâce à sa connaissance approfondie du domaine industriel, STIQ a développé en 2009 une série d'indicateurs inédits, destinés à dresser un portrait réaliste et concret de ce secteur essentiel au développement économique du Québec.

Pour une 5^e année consécutive, STIQ a ainsi confié au Bureau d'Intervieweurs Professionnels (BIP) la réalisation d'un sondage téléphonique portant sur l'état de ces indicateurs en 2013.

La population d'enquête du sondage était constituée de 1 820 PME manufacturières localisées au Québec, inscrites dans la base de données de STIQ et ayant entre 20 et 300 employés. Quelque 400 PME ont été interrogées, soit un échantillon représentatif par rapport à la population d'enquête, tant aux niveaux géographique et sectoriel que de la taille des entreprises.

STIQ a confié l'analyse des résultats statistiques bruts et de l'évolution des indicateurs sondés à la firme spécialisée Raymond Chabot Grant Thornton (RCGT). Cette analyse a d'abord mis en perspective les résultats de l'étude par rapport aux grandes tendances mondiales de l'économie et de l'industrie. RCGT et STIQ ont ensuite validé les constats de cette analyse avec une douzaine de représentants de PME manufacturières qui ont été invitées à participer à un groupe de discussion.

STIQ présente ici les résultats de cette démarche objective, offrant une vue d'ensemble sur la situation actuelle du secteur manufacturier québécois, en particulier celle des chaînes d'approvisionnement les plus développées de la province soit : l'aéronautique, le transport, l'énergie électrique et les ressources minérales.

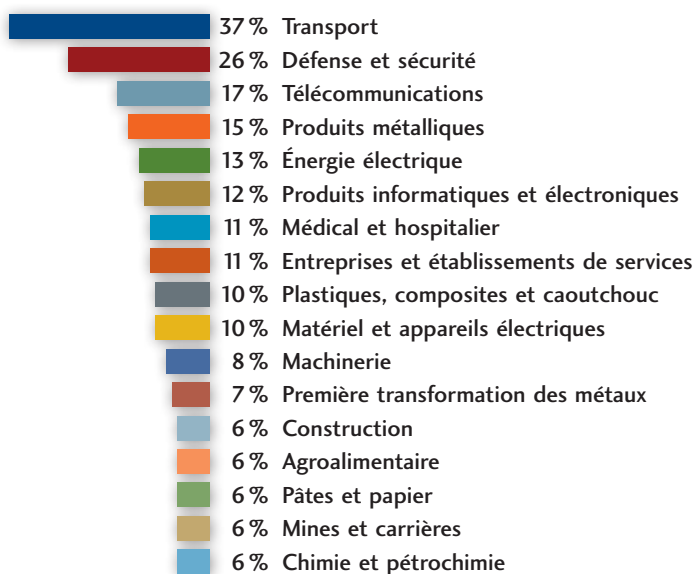
Les 4 grandes chaînes d'approvisionnement

Aéronautique

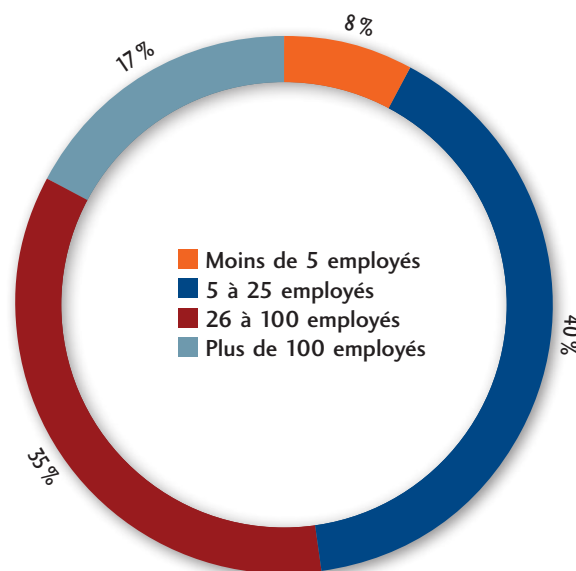
Nombre d'entreprises*	462
Emplois**	42 550
Ventes annuelles	12,1 G\$



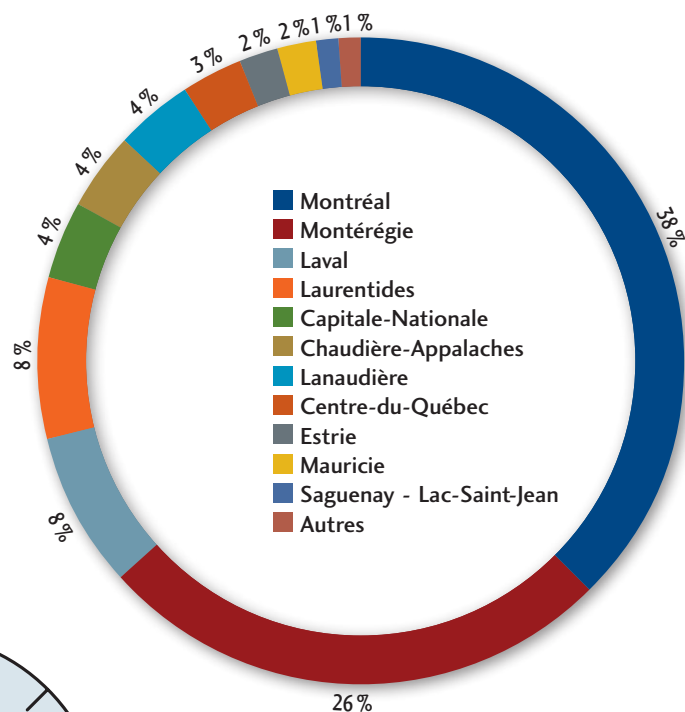
Autres marchés sectoriels desservis***



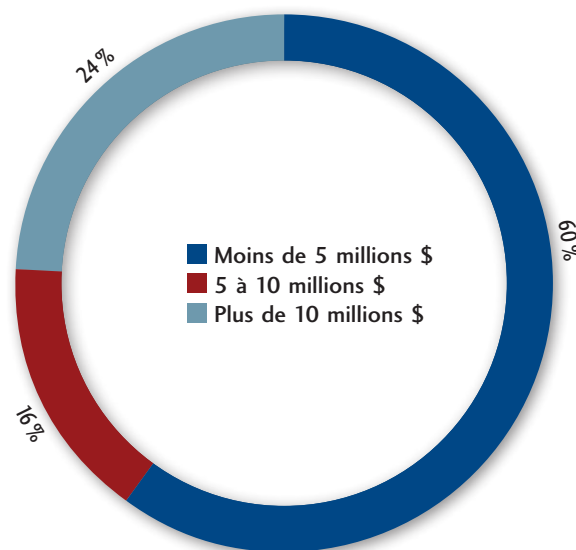
Répartition par nombre d'emplois



Répartition régionale



Répartition selon le chiffre d'affaires



* Entreprises manufacturières ou de services techniques, inscrits dans la banque de fournisseurs de STIQ et déclarant faire affaire avec ce secteur.

** Les données sur les emplois et les ventes proviennent du ministère des Finances et de l'Économie du Québec et de STIQ.

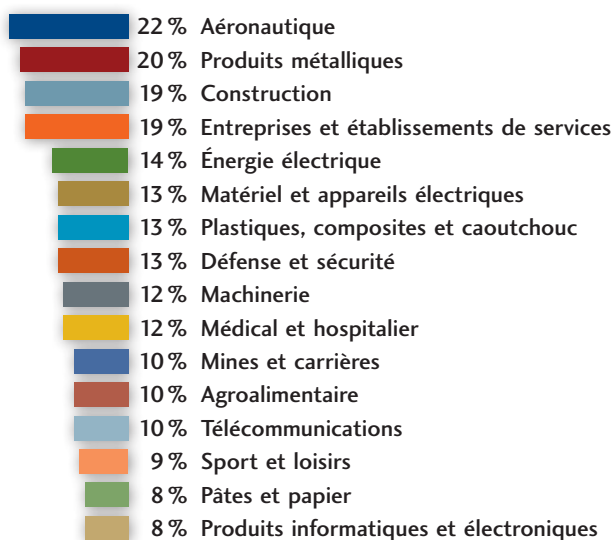
*** Une entreprise peut œuvrer dans plusieurs secteurs d'activité.

québécoises

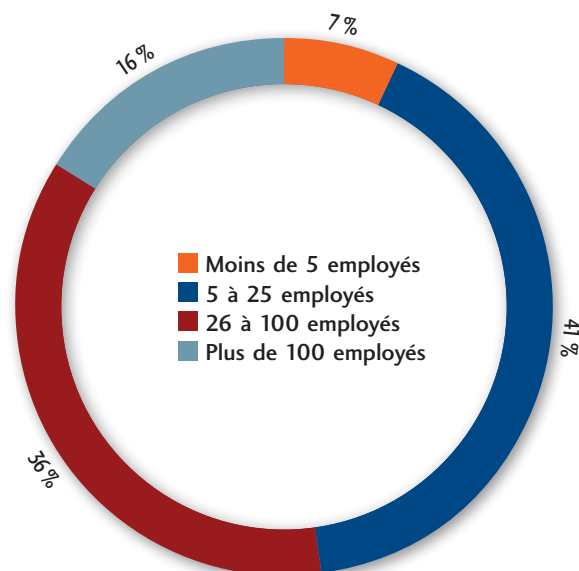
Transport

Nombre d'entreprises*	762
Emplois**	40 000
Ventes annuelles	Plus de 10 G\$

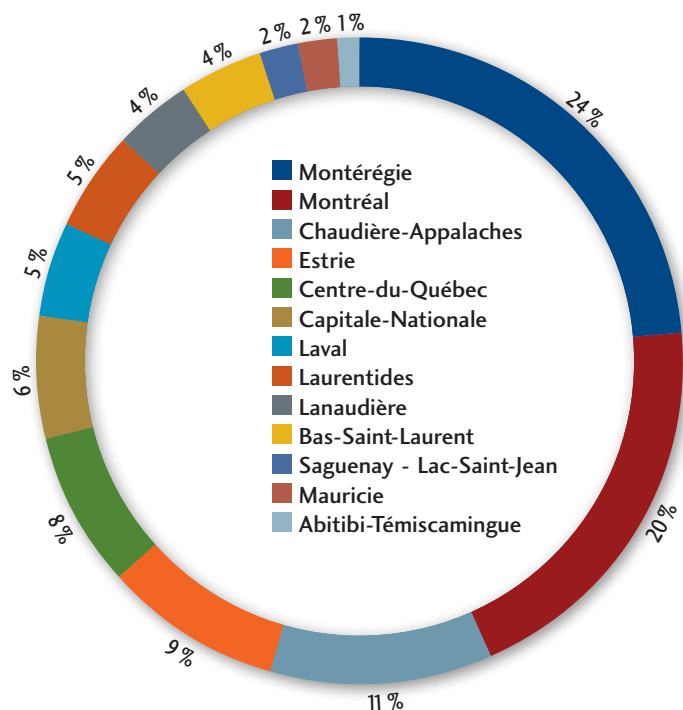
Autres marchés sectoriels desservis***



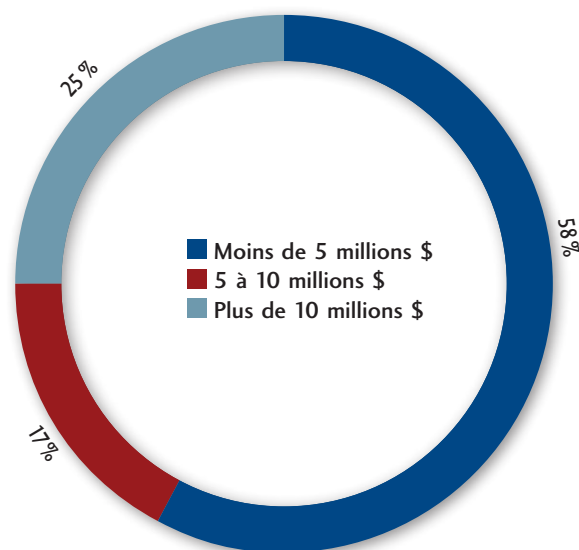
Répartition par nombre d'emplois



Répartition régionale



Répartition selon le chiffre d'affaires



* Entreprises manufacturières ou de services techniques, inscrits dans la banque de fournisseurs de STIQ et déclarant faire affaire avec ce secteur.

** Les données sur les emplois et les ventes proviennent du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et de STIQ.

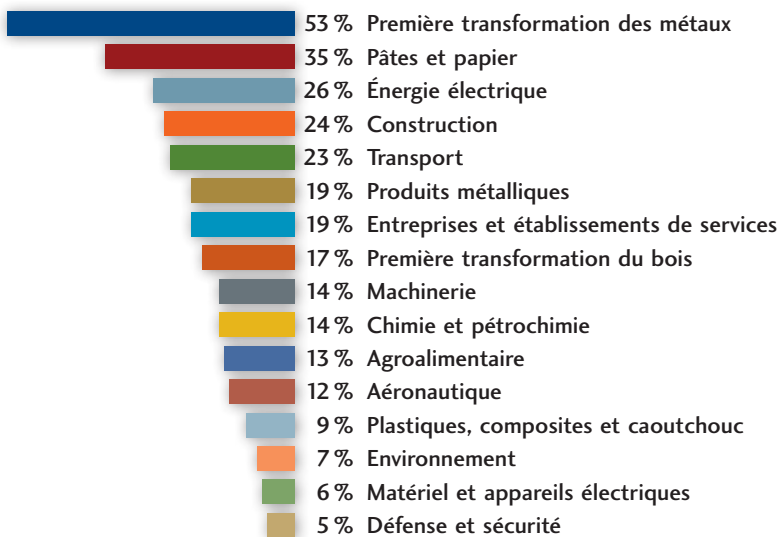
*** Une entreprise peut œuvrer dans plusieurs secteurs d'activité.

Les 4 grandes chaînes d'approvisionnement

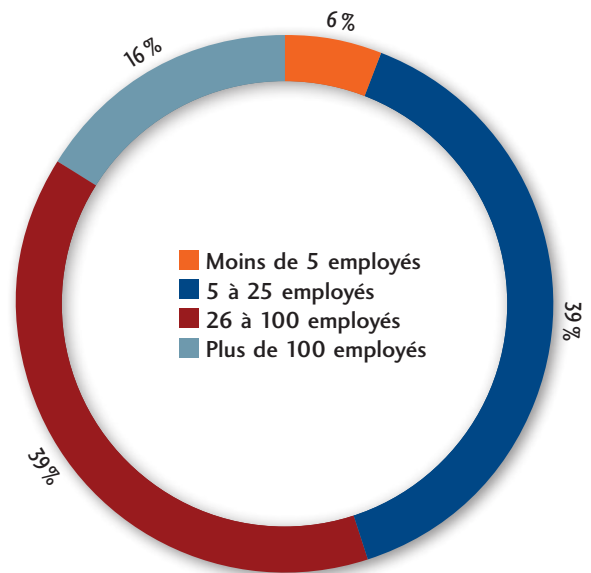
Ressources minérales (Mines et carrières – Première transformation des métaux)

Nombre d'entreprises*	490
Emplois**	34 699
Ventes annuelles	29,3 G\$

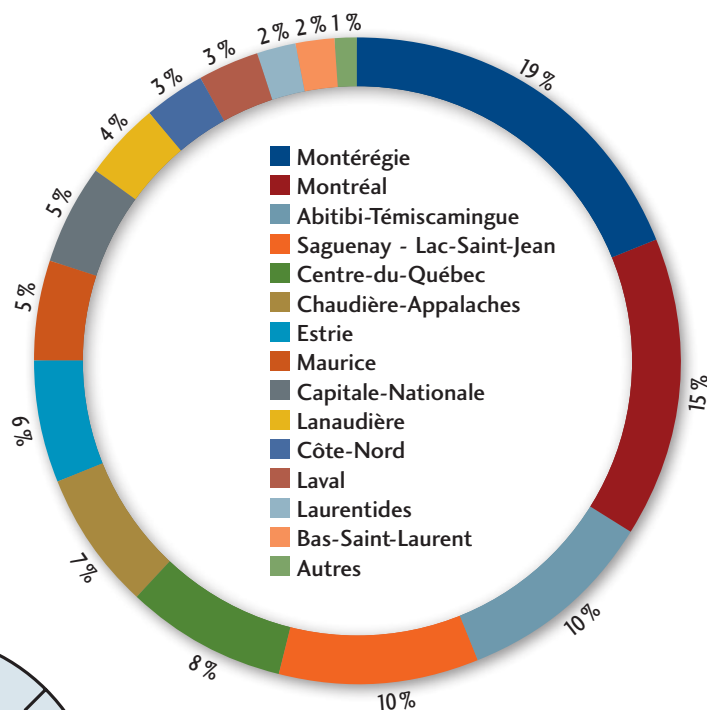
Autres marchés sectoriels desservis***



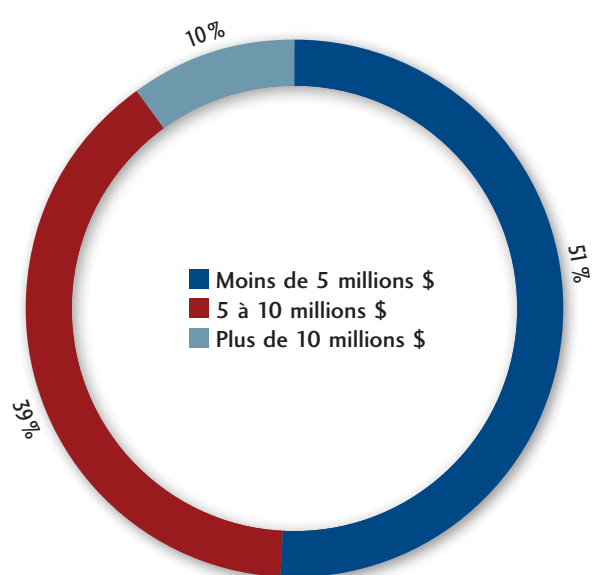
Répartition par nombre d'emplois



Répartition régionale



Répartition selon le chiffre d'affaires



* Entreprises manufacturières ou de services techniques, inscrits dans la banque de fournisseurs de STIQ et déclarant faire affaire avec ce secteur.

** Les données sur les emplois et les ventes proviennent de différentes sources sectorielles et gouvernementales : Institut de la statistique du Québec, Statistiques Canada et STIQ.

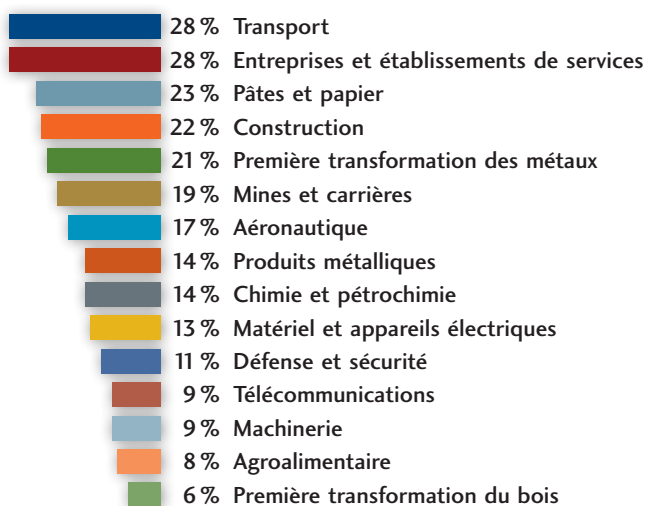
*** Une entreprise peut œuvrer dans plusieurs secteurs d'activité.

québécoises

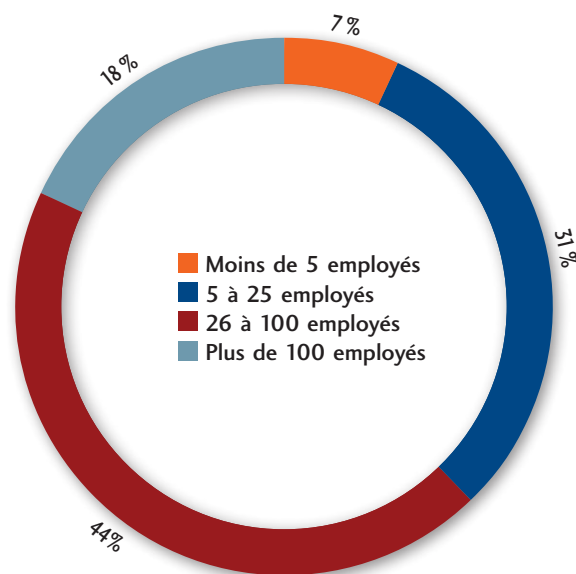
Énergie électrique (Production - Transport - Distribution)

Nombre d'entreprises*	369
Emplois**	Plus de 50 000
Ventes annuelles	12,2 G\$

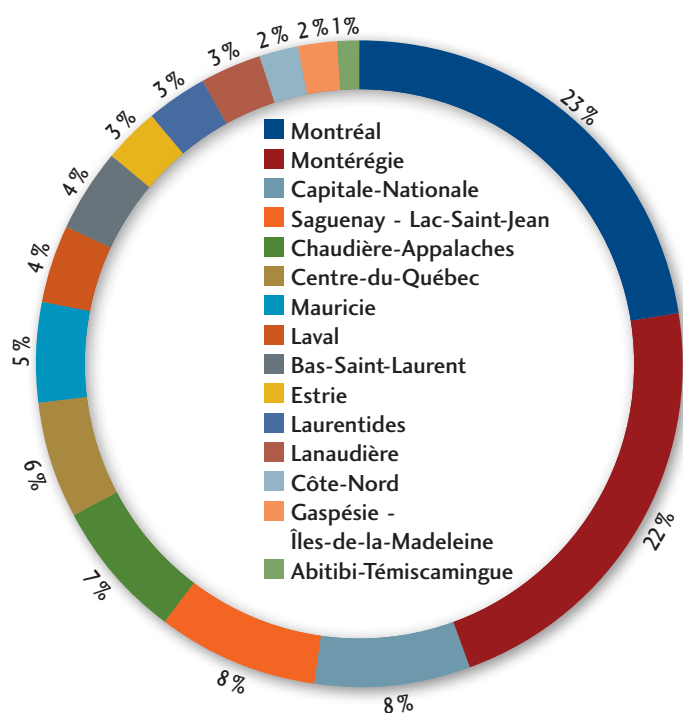
Autres marchés sectoriels desservis***



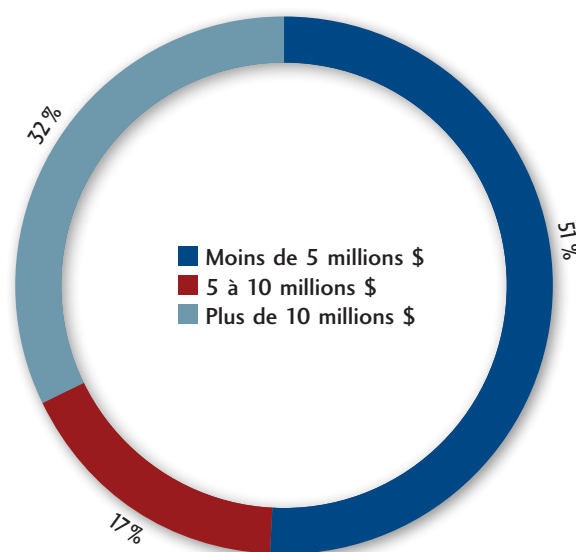
Répartition par nombre d'emplois



Répartition régionale



Répartition selon le chiffre d'affaires



* Entreprises manufacturières ou de services techniques, inscrits dans la banque de fournisseurs de STIQ et déclarant faire affaire avec ce secteur.

** Les données sur les emplois et les ventes proviennent de différentes sources sectorielles et gouvernementales : Institut de la statistique du Québec, ministère des Ressources naturelles et STIQ.

*** Une entreprise peut œuvrer dans plusieurs secteurs d'activité.

La situation du secteur manufacturier québécois en 2013

Les résultats de la 5^e édition du *Baromètre industriel québécois* suggèrent que 2013 est en continuité avec les dernières années. En effet, les sous-traitants manufacturiers québécois ont réussi à traverser l'année sans trop de heurts, dans un contexte relativement stable et malgré l'absence de croissance, notamment dans le secteur minier.

Cependant, les conclusions de l'étude nous permettent de constater que la croissance économique est toujours fragile. Les sous-traitants dépendent considérablement des donneurs d'ordres et du marché intérieur. Malgré leurs efforts pour améliorer leur compétitivité et leur capacité à exporter, ils ne progressent pas au même rythme que leurs concurrents. Le secteur manufacturier québécois ne pourra se maintenir encore très longtemps dans un tel cycle de stabilité.

L'année 2013 s'est caractérisée par une stabilité relative

La grande volatilité des marchés et l'incertitude à laquelle sont confrontées les PME manufacturières expliquent en grande partie pourquoi les investissements ne progressent pas à un rythme suffisant pour assurer la compétitivité de celles-ci. Dans un tel contexte, la 5^e édition du *Baromètre industriel québécois* permet de constater la stagnation relative de plusieurs indicateurs (chiffre d'affaires, attraction et rétention de la main-d'œuvre, taux d'utilisation de la capacité de production et sous-traitance) pour l'ensemble du secteur manufacturier, mais aussi au sein des quatre principaux secteurs ciblés par STIQ.

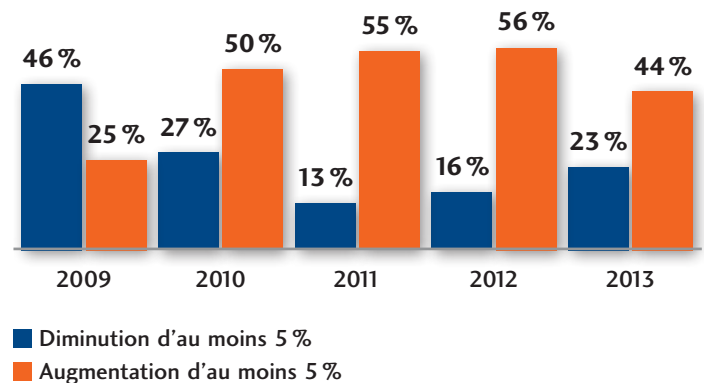
« Le ralentissement des investissements est causé par une baisse de confiance envers le secteur manufacturier. C'est la base de tout, il faut travailler ensemble à rebâtir cette confiance. »

François Thibault – Cofamek

La part du secteur de la fabrication continuait de baisser au Québec en 2013 et ne représentait plus que 13,8 %¹ du PIB, comparativement à 14,3 % en 2012 et à 23,6 % en 2000.²

En 2013, 23 % des entreprises ayant participé à l'étude ont connu une baisse de leur chiffre d'affaires d'au moins 5 %. Ce pourcentage augmente de façon continue depuis 2011, année où seulement 13 % des entreprises affichaient une telle baisse par rapport à l'année précédente. De plus, seuls 44 % des répondants ont affirmé avoir eu une hausse d'au moins 5 % de leur chiffre d'affaires en 2013. Il s'agit d'une baisse de 12 % par rapport à 2012.

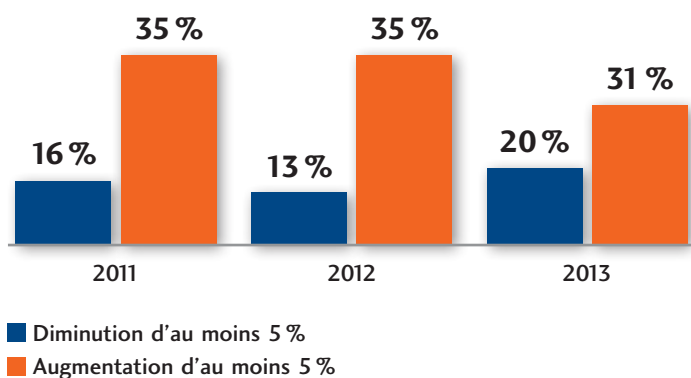
Graphique 1
Évolution du chiffre d'affaires par rapport à l'année précédente (en proportion d'entreprises)



1 Institut de la statistique du Québec, 2014 – Produit intérieur brut réel aux prix de base par industrie, données mensuelles désaisonnalisées au taux annuel, Québec – Compilation RCGT.
2 Statistique Canada, 2014 – Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par industrie (annuel), par province – Tableau 379-0030, SCIAN 31-33.

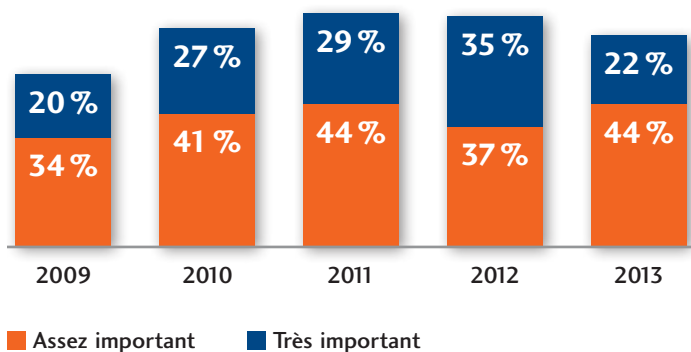
Le marché de l'emploi semble plus stable que l'an dernier. Seules 20 % des entreprises ont connu une baisse d'au moins 5 % de leur nombre d'employés en 2013, alors que 31 % d'entre elles ont connu une hausse d'au moins 5 % de leur nombre d'employés. Comparativement à 2012 et à 2011, ces résultats s'avèrent tous deux moins positifs.

Graphique 2
Évolution du nombre d'employés par rapport à l'année précédente (en proportion d'entreprises)

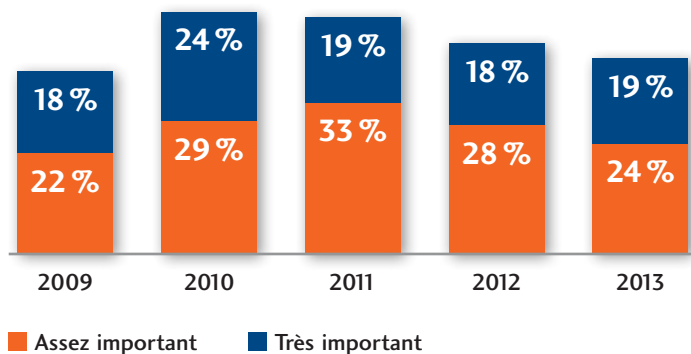


En 2013, les entreprises ont connu moins de problèmes de recrutement et de rétention de leur employés. En effet, il s'agit du plus bas niveau enregistré depuis 2010. Cela s'explique par le manque de vitalité du secteur manufacturier, qui entraîne un marché de l'emploi moins favorable. Ainsi, lorsque les employés ont peu de possibilités de changement intéressantes, ils préfèrent généralement rester chez leur employeur actuel.

Graphique 3
Proportion des entreprises éprouvant un problème de recrutement d'employés spécialisés



Graphique 4
Proportion d'entreprises éprouvant un problème de rétention des employés spécialisés



Malgré le fait que le problème de recrutement soit moins important cette année, il n'en demeure pas moins que plus de la moitié des répondants éprouvent toujours un problème en ce sens. Collatéralement, cette difficulté de recrutement entraîne un vieillissement général de la main-d'œuvre et laisse entrevoir des départs massifs à la retraite au cours des 15 prochaines années. Conséquemment, les PME devront composer avec une relève plus exigeante et adapter de nouveaux modèles de gestion pour tirer profit de la nouvelle génération.

« Les métiers manufacturiers sont méconnus et mal valorisés. Ils n'intéressent plus les jeunes. Pourtant les formations sont accessibles. Il faut travailler à conscientiser la population sur l'importance de ces métiers. »

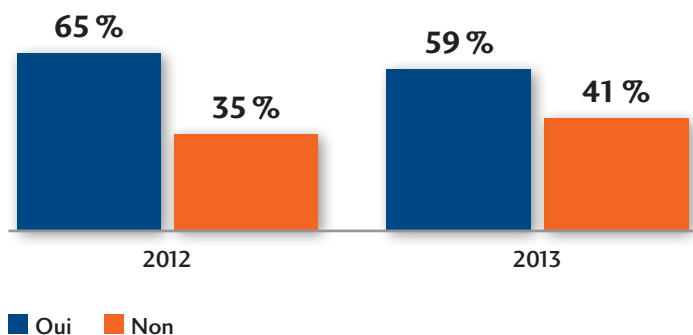
David Laflamme – NSE Automatech

La stagnation du secteur manufacturier se reflète également dans une légère baisse du nombre d'entreprises ayant fait appel à des sous-traitants. Le recours à la sous-traitance est passé de 65 % en 2012 à 59 % en 2013.

Graphique 5

Appel à la sous-traitance

(en proportion d'entreprises)

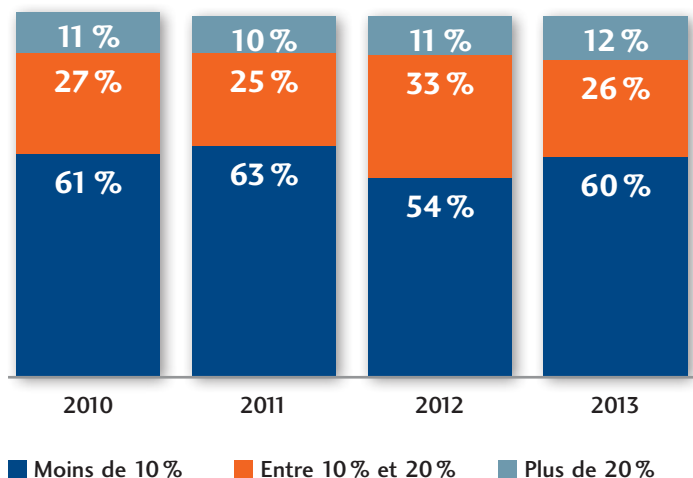


De plus, les entreprises qui sous-traitent le font moins que l'an dernier. En effet, la part de celles qui ont attribué moins de 10 % de leur chiffre d'affaires a augmenté de six points par rapport à 2012 et la proportion d'entreprises ayant octroyé entre 10 % et 20 % de leur chiffre d'affaires en sous-traitance a baissé de 7 % par rapport à l'an dernier. Les entreprises préfèrent ainsi conserver le plus possible de contrats à l'interne, signe d'un certain ralentissement.

Graphique 6

Pourcentage du chiffre d'affaires octroyé en sous-traitance

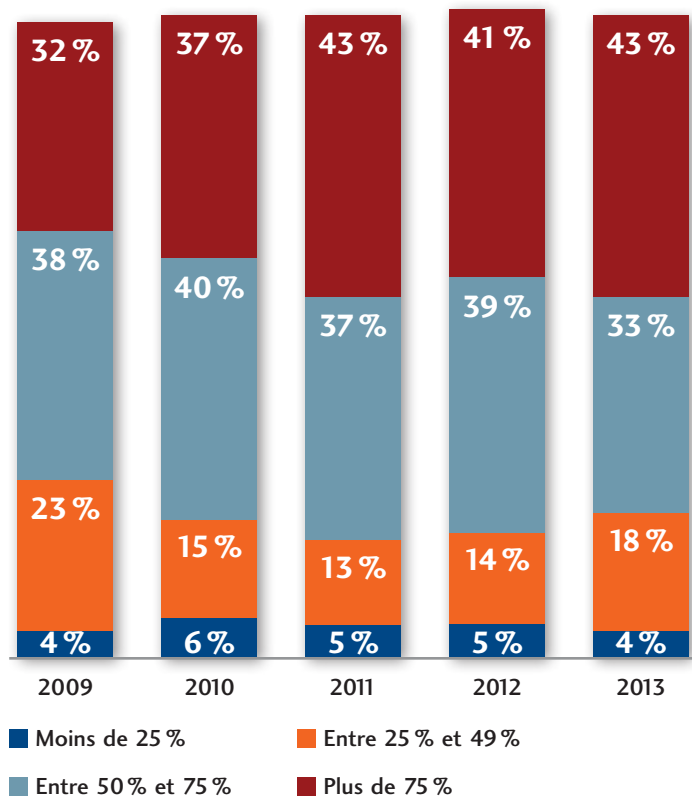
(en proportion d'entreprises)



Le taux d'utilisation des capacités de production confirme également la stagnation vécue en 2013. Ce taux est à la baisse par rapport à 2012. Parmi les entreprises interrogées, 76 % affichent un taux d'utilisation de la capacité de production supérieur à 50 % par rapport à la capacité maximale, comparativement à 80 % en 2012. Par ailleurs, 22 % des répondants mentionnent que ce taux est inférieur à 50 %, comparativement à 19 % en 2012.

Graphique 7

Pourcentage d'utilisation de la capacité de production des entreprises



Les principaux secteurs manufacturiers : en bref

Aéronautique

Le secteur de l'aéronautique s'en est bien tiré en 2013, notamment avec des livraisons plus nombreuses qu'en 2012. Les livraisons ont affiché une légère croissance de 3 % pour Bombardier et Pratt & Whitney Canada³. Par contre, les perspectives de croissance à court terme chez Bombardier s'annoncent moins favorables que prévu, puisque le carnet de commandes pour les années à venir a baissé comparativement à celui de l'an dernier. En effet, les commandes nettes ont été de 388 avions en 2013, alors qu'elles étaient de 481 en 2012⁴.

Plusieurs investissements ont été annoncés durant l'année, dont l'arrivée d'un nouveau joueur : Aéroliia. Celui-ci ouvrira une usine à Mirabel pour l'assemblage de fuselages, grâce à un investissement de 82 millions de dollars⁵. Pratt & Whitney Canada a, de son côté, annoncé un investissement de 275 millions de dollars⁶ sur cinq ans, avec la création de 90 emplois et d'un Centre d'excellence mondial en fabrication intelligente à Longueuil.

Énergie électrique

Le secteur de l'énergie électrique s'est, quant à lui, caractérisé par des investissements importants en 2013. Le grand chantier d'Hydro-Québec au complexe de la Romaine s'est poursuivi et, au 4 février 2014, 2,4 milliards de dollars de contrats avaient été accordés sur les 4,9 milliards initialement prévus pour le projet. Il s'agit d'une augmentation de 47 % depuis le 30 septembre 2012. Pour ce seul projet, 2 531 personnes étaient à l'emploi d'Hydro-Québec au 25 janvier 2014, dont 588 ont été affectées au développement du réseau électrique⁷.

Le secteur de l'éolien a connu en 2013 une augmentation significative au Québec, croissance qui va durer jusqu'en 2017⁸. La mise en service de nouveaux parcs éoliens au Québec a permis de doubler la puissance en service pour atteindre 2 398 mégawatts. D'ici 2017, on prévoit une augmentation de 64 % pour ajouter 1 532 mégawatts, dont 16 % en 2014, avec 386 mégawatts.

Ressources minérales

Le secteur minier a connu une année mouvementée et même certaines déceptions : incertitude, nouvelle réglementation, report de projets miniers importants, faiblesse des prix sur les marchés mondiaux, etc. Après une forte croissance des investissements miniers au cours des dix dernières années avec en moyenne 21 % par an, celles-ci ont chuté de 37 % par rapport à 2012⁹. Cela s'explique par la baisse des investissements en exploration et par les projets de mise en valeur, qui sont de 47 % inférieurs à 2012. L'indice des prix des métaux non ferreux continue, quant à lui, de baisser depuis 2011¹⁰. Les livraisons minérales ont par contre augmenté de 11 % en 2013 par rapport à 2012¹¹.

Transport

Le secteur du transport n'a pas connu de grande tendance, ni à la hausse ni à la baisse, au courant de l'année 2013. Certains grands donneurs d'ordres voient même leurs revenus diminuer au profit d'autres régions dans le monde¹². De son côté, le renouvellement des rames du métro de Montréal progresse. Alstom a ouvert son usine à Sorel-Tracy en juillet 2013 afin de permettre la production des nouvelles voitures. Malgré un léger retard, la livraison des 469 unités est toujours prévue pour septembre 2018¹³.

De plus, dans le cadre de la nouvelle stratégie gouvernementale d'électrification des transports, un investissement de 516 millions de dollars d'ici 2017 a été annoncé par le gouvernement en novembre dernier, dont 222 millions de dollars pour développer une filière industrielle spécialisée dans l'électrification des transports¹⁴.

3 AéroMontréal, 2014 – Article du 27 janvier 2014.

4 Bombardier, 2014 – Communiqué de presse du 20 janvier 2014.

5 La Presse Canadienne, 2013 – Article du 27 septembre 2013.

6 Pratt & Whitney Canada, 2013 – Communiqué du 28 octobre 2013.

7 Hydro-Québec, 2014 – Informations communiquées par Mme Leduc-Bouchard (Communication d'entreprise), échange du 17 mars 2014.

8 TechnoCentre éolien, 2014 – Liste complète des parcs éoliens – Mise à jour du 3 février 2014, consulté le 11 février 2014.

9 Institut de la statistique du Québec, 2014-a – Évolution des investissements miniers par catégorie de dépense, Québec, 2004-2014.

10 Statistique Canada, 2014 – CANSIM Tableau 330-0007 : Indices des prix des matières brutes, consulté le 14 mars 2014.

11 Institut de la statistique du Québec, 2014-b – Évolution des livraisons minérales et de l'investissement minier, Québec, 1997-2014.

12 Bombardier, 2014 – Rapport financier 2013.

13 La Presse, 2014 – Article Marie Tison du 6 mars 2014 : « Les nouvelles voitures du métro arrivent, avec huit mois de retard ».

14 Ministère du conseil exécutif, 2013 – Stratégie d'électrification des transports 2013-2017.

Malgré une conjoncture plus clémente pour 2014, les défis demeurent nombreux

L'économie mondiale devrait connaître un regain de vitalité en 2014, avec une croissance du PIB mondial de 3,5 %, et se maintenir en 2015. Plus près du Québec, l'économie américaine devrait également connaître une croissance de son PIB de 3 % en 2014¹⁵. Cette croissance, combinée à une valeur du huard avantageuse¹⁶, aura une influence positive sur les entreprises exportatrices et sur la croissance du PIB au Canada, qui devrait être de 2,5 % par an. Au Québec, la croissance du PIB devrait se situer autour de 1,8 % par an en 2014 et en 2015¹⁷, sous la moyenne canadienne.

Par ailleurs, l'environnement d'affaires est toujours volatil. Les PME font preuve de prudence dans un contexte caractérisé par des pressions à la baisse sur les prix, une grande incertitude et une difficulté à prévoir l'évolution du carnet de commandes.

« Avant on voyait loin, on avait une " visibilité " de quatre à six mois. Désormais, notre " visibilité " est réduite à deux ou trois semaines. C'est très stressant pour les entreprises. »

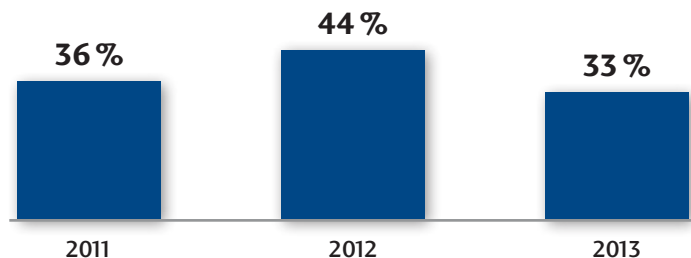
France Vallée – Diacarb

Réduire la dépendance envers les donneurs d'ordres

La part que représentent les donneurs d'ordres dans le chiffre d'affaires des PME manufacturières est toujours importante. En 2013, 33 % des entreprises ayant participé à l'étude attribuaient au moins 25 % de leur chiffre d'affaires à des donneurs d'ordres; ce pourcentage est élevé, mais significativement inférieur à celui de l'an passé.

Graphique 8

Proportion du chiffre d'affaires des PME attribuable à des donneurs d'ordres

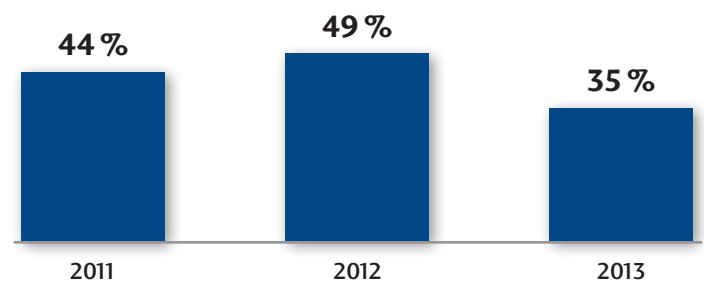


■ 25 % et plus du chiffre d'affaires

Parmi les entreprises en affaires avec des donneurs d'ordres, seules 35 % d'entre elles ont répondu avoir connu une augmentation de 5 % ou plus de leur chiffre d'affaires attribuable à ces donneurs d'ordres, comparativement à 49 % en 2012 et 44 % en 2011.

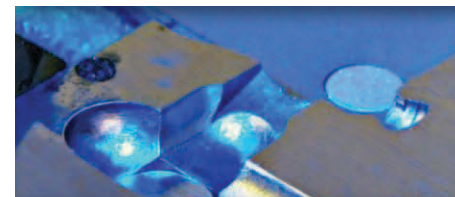
Graphique 9

Proportion des entreprises ayant connu une augmentation de leur chiffre d'affaires attribuable à des donneurs d'ordres



■ Augmentation d'au moins 5 %

La dépendance envers les donneurs d'ordres présente un risque, mais également une opportunité pour les manufacturiers québécois. Pour demeurer compétitifs sur la scène internationale, les donneurs d'ordres doivent exercer un contrôle accru de leurs coûts, ce qui entraîne une pression sur les fournisseurs qui doivent trouver des moyens de réduire leurs prix sans affecter leur rentabilité. En outre, les PME ont la possibilité de suivre l'exemple des grands donneurs d'ordres qui ouvrent de nouvelles usines à l'étranger, comme BRP et Bombardier qui ont inauguré de nouvelles usines au Mexique et au Maroc en 2013.



15 Banque Scotia, 2014 – Analyse économique mondiale, Prévisions mondiales actualisées, 20 janvier 2014.

16 Selon le service des études économiques du Mouvement Desjardins, le huard restera sous le seuil du dollar américain d'ici la fin de 2015 (Prévisions des devises, 14 janvier 2014).

17 Banque Scotia, 2014.

S'ouvrir sur le monde

Dans l'ensemble, les exportations des entreprises québécoises ont augmenté de 7 % en 2013, principalement dans les secteurs de l'aéronautique et des transports. Cependant, ces exportations sont encore inférieures de 18 % au niveau maximal atteint en 2000¹⁸.

Les États-Unis demeurent le marché principal des produits manufacturiers québécois¹⁹. En 2013, 73 % des exportations manufacturières y étaient acheminées, et cette proportion est stable depuis les cinq dernières années. Les exportations manufacturières vers les États-Unis ont augmenté de 17 % depuis 2009. Toutefois, elles restent encore inférieures de 8 % au niveau de 2008, soit avant la récession américaine, avec 42,9 milliards de dollars en 2013, comparativement à 46,3 milliards de dollars en 2008. En 2013, la deuxième destination après les États-Unis est la Chine, avec seulement 3 % des exportations totales, pour un total de 1,5 milliard de dollars.

Au cours des dernières années, on assiste aux États-Unis à un phénomène de « relocalisation », voire de protectionnisme. De nombreuses grandes entreprises mondiales ont réalisé d'importants investissements aux États-Unis : Honda, Siemens, Toyota, Toshiba, Airbus, Yamaha, Rolls-Royce, Michelin pour n'en citer que quelques-unes. Par ailleurs, dans le domaine du transport public, par exemple, les donneurs d'ordres se tournent de plus en plus, sous le couvert du « Buy America Act »²⁰, vers le « Made in USA », ce qui pénalise grandement les manufacturiers de la province.

« Si on doit investir, le fait-on dans notre entreprise actuelle au Québec ou suit-on le marché et on investit aux États-Unis? À cause du " Buy America Act ", on sera forcés de faire nos prochains investissements sur le territoire américain, ce qui nuit à l'investissement local. »

Dominic Fortin – Estampro

Il est évident que le Québec aurait avantage à diminuer sa dépendance envers les États-Unis et à accroître ses exportations vers d'autres pays en profitant des nouveaux accords de libre-échange, mis en place ou à venir, pour positionner ses produits à l'étranger.

18 Industrie Canada, 2014 – Données sur le commerce en direct – Exportations totales du Québec, consulté le 14 mars 2014.

19 *Ibid.*

20 Le Buy America Act encadre les subventions accordées par la Federal Transit Authority ou la Federal Highway Administration pour les achats afférents aux transports évalués à plus de 100 000 \$ US. Une des exigences est, par exemple, que les produits manufacturés et les produits sidérurgiques doivent être faits à 100 % de matières provenant des États-Unis. (Source : Gouvernement du Canada, section du développement des affaires internationales à l'Ambassade du Canada à Washington).

De nouveaux marchés impliquent de grands efforts

Pour se sortir de leur dépendance aux grands donneurs d'ordres locaux et pour explorer de nouveaux marchés à l'international, les PME du secteur manufacturier du Québec doivent intensifier leurs efforts de commercialisation.

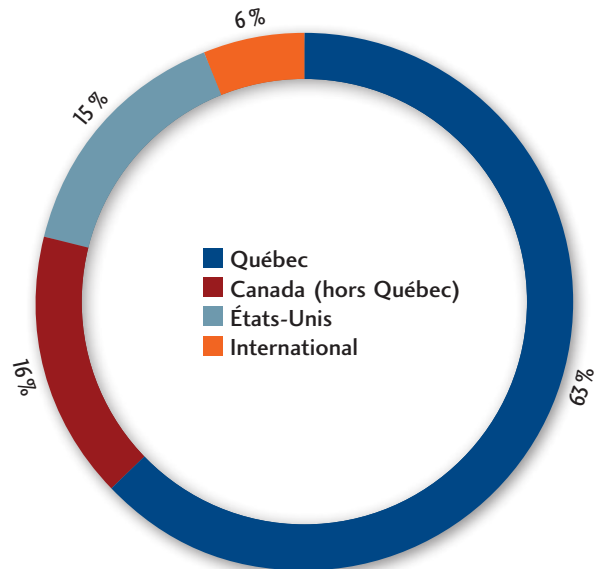
Malheureusement, les PME manufacturières sont peu présentes à l'extérieur du Québec, et encore moins à l'international. Ainsi, dans l'ensemble, les répondants affirment réaliser 63 % de leur chiffre d'affaires au Québec, 16 % dans le reste du Canada, 15 % aux États-Unis et seulement 6 % à l'international (hors États-Unis).

Seulement 51 % des entreprises interrogées en 2013 ont tenté de percer les marchés à l'étranger au cours des deux dernières années. Cependant, exporter ne se fait pas sans effort. Parmi l'ensemble des entreprises qui ont tenté d'exporter, seule la moitié a vu ses démarches porter fruit (soit 26 % du total des répondants), les autres n'ayant pas obtenu les résultats escomptés. Dans le graphique 11, on peut constater que celles qui ont obtenu du succès dans leurs dernières tentatives d'exportations étaient plus présentes sur les marchés extérieurs. En effet, ces entreprises ont réalisé 8 % de leur chiffre d'affaires à l'international et 23 % de leurs ventes aux États-Unis, comparativement à 1 % et 12 % pour celles qui ont échoué dans leurs derniers efforts pour percer de nouveaux marchés.

Pour accroître leurs chances de percer sur des marchés en croissance, les PME manufacturières n'auront d'autre choix que de travailler ensemble et de se regrouper afin de mettre à profit les opportunités commerciales à l'international.

Graphique 10

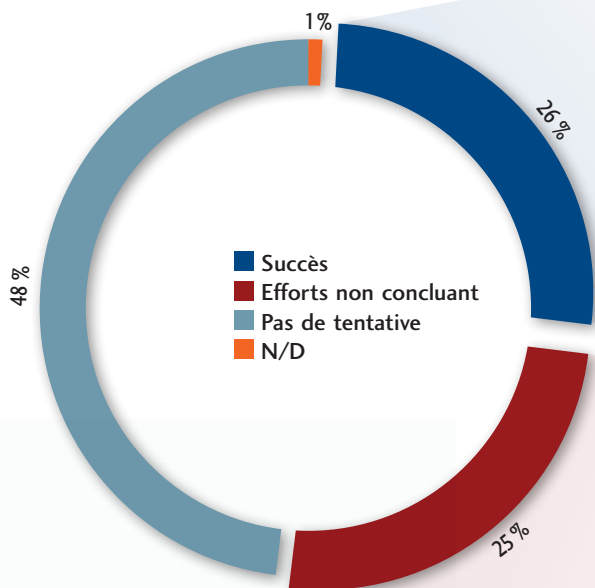
Répartition géographique du chiffre d'affaires des PME



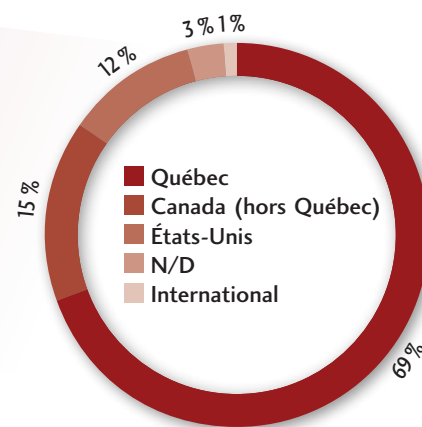
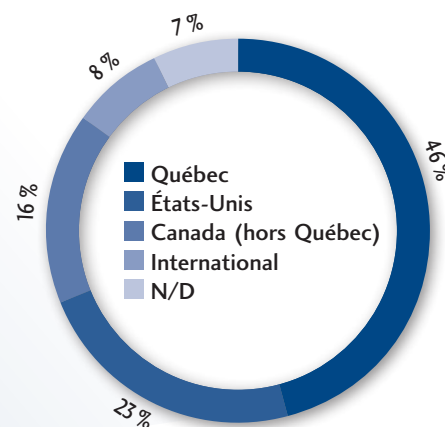
Graphique 11

Répartition des entreprises qui ont tenté d'exporter au cours des deux dernières années, en fonction du succès de leurs démarches

Répartition selon le succès de leurs tentatives d'exportations



Répartition géographique de leur chiffre d'affaires



Le marché mondial devient plus compétitif

Les intégrateurs : une position stratégique

Le rôle d'intégrateurs dans la chaîne d'approvisionnement est une tendance qui se précise pour plusieurs entreprises à l'échelle mondiale. La mondialisation impose aux grands donneurs d'ordres une pression toujours plus forte afin de réduire les coûts. Cette contrainte se répercute directement sur les dépenses d'approvisionnements, se transformant en une prospection à travers la planète pour trouver des fournisseurs offrant le produit ou le service au meilleur prix, et ce, souvent au détriment des fournisseurs québécois dont la faible taille ne permet pas de jouer le rôle d'intégrateurs. Cette tendance s'accroîtra au cours des prochaines années en raison de la chute progressive des principales barrières douanières; le nombre grandissant d'accords de libre-échange facilitant les échanges internationaux.

Afin de gérer un nombre limité d'intervenants, les grands donneurs d'ordres veulent de plus en plus faire affaire avec des intégrateurs, car cela permet de reporter sur ces derniers une partie des risques financiers reliés au développement de nouveaux produits ou de nouveaux procédés. Cette tendance favorise le regroupement d'entreprises en intégrateurs, afin d'augmenter l'expertise et d'offrir des produits plus complets.

« Il faut travailler ensemble, car la compétition est à l'extérieur de nos frontières. Il faut changer les mentalités et créer des partenariats complémentaires pour pouvoir rivaliser avec des compétiteurs internationaux toujours plus importants. »

Geneviève Paré – AMEC USINAGE

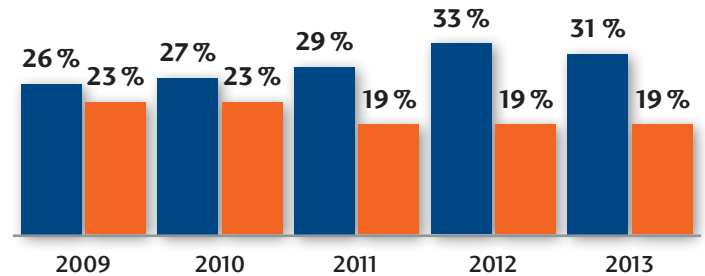
La productivité et la compétitivité

La productivité est essentielle afin d'être compétitif, surtout envers la concurrence étrangère qui augmente. En 2012, la productivité moyenne des pays de l'OCDE²¹ était de 65,08 \$ par heure travaillée²², alors que celle du Canada, au 15^e rang, était de 59,56 \$ par heure et de seulement 54,95 \$ par heure pour le Québec. La Norvège, au 1^{er} rang, atteignait un taux de 106,24 \$ par heure, alors que les États-Unis, au 7^e rang, avaient une productivité de 72,62 \$ par heure. Malheureusement, on constate que les entreprises du Québec accusent un retard dans le domaine. Malgré les efforts déployés, la productivité du secteur manufacturier a baissé de 4 % depuis 2009 au Québec, alors que l'Ontario et le Canada ont connu une hausse entre 2009 et 2012 de respectivement 6 % et 5 %²³.

La baisse de productivité est attribuable en grande partie aux faibles investissements dans les machines et le matériel, ou plus globalement, en recherche et développement (R&D). En 2012, l'investissement privé en machines et matériel représentait 4,9 % du PIB du Québec²⁴, soit une baisse de 40 % par rapport à 1999. Seuls 31 % des répondants au *Baromètre industriel québécois* ont investi plus de 5 % de leur chiffre d'affaires dans l'achat d'équipement et seulement 19 % ont autant investi dans la R&D. Ces niveaux d'investissement n'ont pas progressé au cours des cinq dernières années.

Graphique 12

Investissement du chiffre d'affaires pour accroître la productivité



■ Investissement de plus de 5 % du C.A. dans l'achat d'équipement
■ Investissement de plus de 5 % du C.A. dans la R&D

« Pourquoi investir en équipement quand tu ne sais pas de quoi sera fait l'avenir? Pour favoriser les investissements, il faudrait réussir à donner une vision aux entrepreneurs, comme le Plan Nord à son époque. Cette vision, c'est aux grands donneurs d'ordres privés et publics de la définir. »

Denis Girard – Sablage au jet 2000

Le recours aux technologies de l'information et des communications (TIC), tout comme la réduction des coûts de production et la formation de la main-d'œuvre, est un des éléments visant l'amélioration de la compétitivité des PME. En 2012, 24 % des entreprises manufacturières au Canada n'avaient fait aucune dépense au cours des trois dernières années pour les TIC²⁵. En outre, 29 % des entreprises manufacturières canadiennes ne font aucun usage des progiciels de gestion (ERP, CRM, SCM, etc.)²⁶. Cela pourrait expliquer en partie le manque de productivité des entreprises manufacturières.

21 Centre de la productivité et de la prospérité d'HEC Montréal, 2013 – Productivité et prospérité au Québec, bilan 2013.

22 La productivité du travail est une mesure courante de la productivité, obtenue en divisant le PIB réel d'un pays par le nombre total d'heures travaillées pour une année.

23 Institut de la statistique du Québec, 2013 – Portrait du secteur manufacturier au Québec (édition 2013), tableau 4.2.

24 Centre sur la productivité et la prospérité HEC Montréal, 2013 – Productivité et prospérité au Québec, bilan 2013, graphique 31.

25 Statistique Canada, 2012 – Enquête sur la technologie numérique et l'utilisation d'Internet, dépenses effectuées pour différents types de services de technologies de l'information et des communications, tableau 358-0202.

26 CEFRIQ, Portrait de l'utilisation des TIC et de l'innovation au Canada, février 2013.

Des solutions à la portée des PME

Plusieurs solutions existent et sont à la portée des PME manufacturières, en fonction du contexte de leur sous-secteur.

La « coopération »

Certains fournisseurs de petite taille font le choix de se réunir afin d'offrir des solutions plus complètes à des prix compétitifs, grâce à des économies d'échelle et à la combinaison du savoir-faire de chacune des parties. Ce mouvement de « coopération » est déjà en marche au Québec et les exemples de réussite se multiplient. Le maillage permet d'ailleurs de transformer une relation de compétition en une relation de coopération et peut mener ultimement à une consolidation des organisations. En réduisant les risques, cette collaboration peut permettre de faciliter les investissements en recherche et développement, de se démarquer de la concurrence mondiale et accéder ainsi à des marchés ou à des clients qui ne seraient autrement pas accessibles à des PME.

« Les donneurs d'ordres veulent faire affaire avec des intégrateurs, d'où l'importance de se regrouper par expertise complémentaire. Il faut faire des grappes, des partenariats à long terme et pas juste pour un projet, afin de créer une relation de confiance et de capitaliser sur les bons coups et les échecs. »

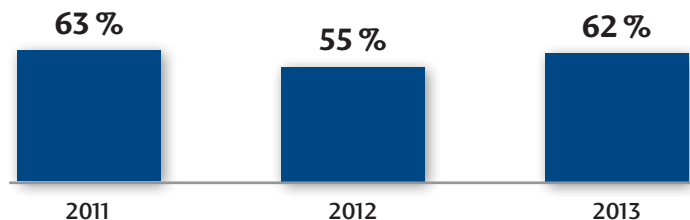
Daniel Guévremont - Matritech

Les compétences distinctives et les mécanismes de gouvernance

Dans le secteur manufacturier, l'environnement change très rapidement et, dans cette optique, les entreprises devront se concentrer sur leurs compétences distinctives, notamment en adoptant une démarche de planification stratégique ou encore en se dotant d'un conseil d'administration ou d'un comité consultatif. Ainsi, 62 % des entreprises déclarent avoir mis en place une planification stratégique et autant d'entre elles ont mis en place un conseil d'administration ou un comité consultatif; une hausse de sept points par rapport à 2012.

Graphique 13

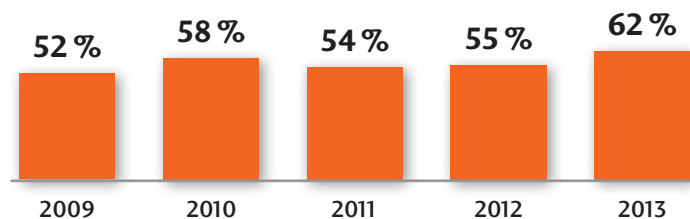
Proportion des entreprises ayant mis en place des mécanismes de gouvernance*



* Mécanismes de gouvernance : mise en place d'un conseil d'administration ou d'un comité consultatif.

Graphique 14

Proportion des entreprises ayant réalisé une planification stratégique



Diversification du carnet de commandes

La forte dépendance à l'égard d'un nombre restreint de clients constitue un risque pour les manufacturiers québécois si l'activité ralentit dans les prochaines années. En 2013, 24 % des entreprises interrogées attribuaient plus de 50 % de leur chiffre d'affaires à leurs trois plus gros clients, et ce niveau est stable depuis les cinq dernières années. Les entreprises ont pourtant été nombreuses à démarcher de nouveaux clients. En effet, en 2013, 94 % d'entre elles disent avoir fait affaire avec de nouveaux clients (niveau stable depuis cinq ans). Cependant, ces nouveaux clients ne permettent pas encore de réduire la dépendance des entreprises à leurs plus importants clients. Malgré tout, il est important que les entreprises continuent leurs efforts afin de diversifier leurs carnets de commandes, notamment en profitant du faible coût des nouvelles technologies (Internet, médias sociaux, etc.) pour leur promotion et pour renforcer leur commercialisation sur de nouveaux marchés.

Conclusion

Globalement, les résultats de la 5^e édition du *Baromètre industriel québécois* restent dans la continuité des années précédentes. Si, en 2012, les sous-traitants manufacturiers québécois ont connu une année positive dans l'ensemble, ils semblent avoir connu une baisse de vitalité en 2013. La diminution des investissements a été particulièrement marquée dans le secteur minier en raison, entre autres, du contexte économique mondial et du climat politique houleux relié aux ressources naturelles au Québec.

Les PME québécoises demeurent encore trop dépendantes des grands donneurs d'ordres locaux, qui investissent de plus en plus à l'étranger et visent à réduire leur nombre de fournisseurs et leurs prix. Les PME doivent donc continuer à réduire leurs coûts, mais elles doivent également se préoccuper davantage de la croissance et de la diversification de leurs revenus²⁷. De plus, leurs dépenses en R&D et en équipements sont relativement stables. Tout cela n'aide pas leur productivité et, conséquemment, leur compétitivité.

« Nous sommes condamnés à revoir constamment nos modèles d'affaires. Nous modifions nos façons de faire pour accroître notre productivité, mais les changements que nous apportons demeurent insuffisants face à des concurrents étrangers qui évoluent à un rythme encore plus rapide. »

François Doyon – AMEC USINAGE

L'état de flottement observé en 2013 est attribuable aux conditions qu'ont vécues certains grands donneurs d'ordres, mais cet état est fragile et ne pourra pas durer. Trop peu d'efforts sont mis afin de développer d'autres marchés, qui sont pourtant porteurs de croissance. Seulement la moitié des PME ont tenté leur chance à l'international et lorsque c'est le cas, leur cible reste majoritairement les États-Unis. Or, dans le contexte économique mondial, où certains marchés émergents explosent, le salut des PME manufacturières québécoises se trouve peut-être ailleurs. Ces efforts doivent être maintenus à long terme. Les PME doivent exploiter les accords de libre-échange de plus en plus nombreux afin de tirer parti des éléments en leur faveur et se positionner sur l'échiquier mondial.

Le secteur manufacturier devra composer avec des impératifs limitant la « visibilité » sur les commandes à moyen et à long terme et cette situation risque malheureusement de persister au Québec comme ailleurs. Pour sortir de leur torpeur, les PME doivent miser sur le renforcement de leur compétitivité, ce qui signifie faire les investissements nécessaires en matière d'innovation et de commercialisation. Pour se solidifier, elles devront miser sur la collaboration et multiplier les partenariats pour acquérir des compétences complémentaires.

²⁷ Selon l'étude de Bain & Company (2014) : Management tools and trends 2013 menée auprès de 1 208 dirigeants du secteur manufacturier dans le monde, 26 % des répondants considèrent que la croissance des revenus est l'enjeu prioritaire de leur organisation pour les trois prochaines années, suivi de la croissance de la profitabilité (14 %).

Le Baromètre industriel québécois est une initiative de :



En partenariat avec :



Canada

Finances
et Économie

Québec



IQ Investissement
Québec

FACILITER · FINANCER · PROPULSER

Le sondage auprès de 400 PME manufacturières québécoises a été réalisé par :



L'analyse des données recueillies et des tendances économiques a été réalisée par :



✉ STIQ
1080, côte du Beaver Hall, bureau 900
Montréal, Québec, H2Z 1S8

☎ 514 875-8789 / 1 888 875-8789

@ info@stiq.com

💻 www.stiq.com

